

Le XX<sup>e</sup> siècle a connu des réalisations spectaculaires dans tous les domaines de l'activité humaine et a vu la démocratie gagner du terrain. Cependant, à l'orée du nouveau siècle, un milliard de personnes souffrent toujours de la faim et les objectifs universels que sont « nourriture, santé, instruction et travail pour tous » demeurent des rêves lointains. Alors que les progrès de la science et de la technologie modernes bénéficient de façon très inégale aux moins nantis, notamment dans les secteurs de la médecine, de l'agriculture, des technologies de l'information et des biotechnologies, les écarts se creusent entre les riches et les pauvres dans des domaines fondamentaux pour le bien-être humain : la répartition démographique, l'accès à la technologie et à l'informatique, le pouvoir économique.

Dès que l'on tente un bilan objectif des réalisations humaines au XX<sup>e</sup> siècle, on repère des « zones claires », où la prospérité s'est accrue grâce à l'innovation technologique, et des « points sombres », où la pauvreté, l'injustice et l'inégalité entre les sexes se sont maintenues, quand elles n'ont pas augmenté. La M.S. Swaminathan Research Foundation a été créée à Chennai (ex-Madras, sud-est de l'Inde) en 1990, afin d'étudier la dégradation de l'environnement, l'explosion démographique, la pauvreté et l'injustice envers les femmes, dans quelques-uns de ces points sombres. La fondation cherche à imprimer une orientation « pro-nature, pro-pauvres et pro-femmes » à la croissance économique dans les zones rurales. Cette stratégie vise avant tout la création d'emplois. Car une croissance sans emplois est une croissance sans joie. De même, un pouvoir d'achat insuffisant est la principale cause d'insécurité alimentaire domestique.

Le territoire de Pondichéry, dans l'Etat du Tamil Nadu, a été choisi comme terrain d'essai : on allait tenter de permettre aux femmes et aux hommes embourbés dans la pauvreté d'accéder à une qualification, à l'information et à la technologie. Ces gens sont pauvres pour l'unique raison qu'ils ne possèdent rien : ni terre, ni bétail, ni maison. Bien souvent, ils n'ont pas non plus d'instruction. La seule chose qu'ils possèdent, c'est du temps et une capacité de travail. Il fallait donc accroître la valeur économique de ces biens-là et, pour atteindre ce but, les faire évoluer d'un travail non qualifié à un travail qualifié. La valorisation du capital travail et le développement social ne peuvent que mener à l'élimination durable de la pauvreté. L'idée même de développement doit donc évoluer: il faut abandonner l'approche caritative et privilégier un véritable partenariat avec les pauvres. Le Mahatma Gandhi fut le premier à le dire: au lieu de donner de la nourriture aux pauvres, les gouvernements et les sociétés doivent permettre à tous les individus de gagner leur pain quotidien.

#### **24 000 « biovillageois » vivent dans la région de Pondichéry**

Ce terme vient du grec bios, qui signifie « la vie », car notre priorité est justement celle-ci : permettre à tout être humain de vivre. La pauvreté persiste là où les ressources humaines sont sous-évaluées et les ressources foncières et matérielles surévaluées. Le modèle des biovillages vise à éliminer ce déséquilibre en mettant en valeur les ressources naturelles, en éliminant la pauvreté et en favorisant la participation des femmes. Il a été introduit dans 19 villages de la région de Pondichéry en 1994 et concerne aujourd'hui 24 000 personnes (notre objectif étant de toucher 375 000 personnes d'ici 2007). L'un des axes du programme est l'éco-culture. En clair, produits chimiques et capital (les piliers de l'agriculture moderne) sont remplacés par du savoir et des apports biologiques comme la vermiculture (l'exploitation des vers de terre), les biofertilisants et les biopesticides. Ces activités contribuent à créer des éco-emplois, de même que la commercialisation des produits.

Les familles choisissent leurs nouvelles sources de revenus en fonction de leur situation. Celles qui n'ont pas de terre optent pour la culture de champignons, l'élevage de poissons d'ornement ou de petits ruminants, la fabrication de corde de coco, etc. Les familles qui possèdent un petit lopin de terre se lancent dans la production de semences hybrides, l'horticulture, la production laitière, l'élevage de volailles... Des groupes de femmes font de l'aquaculture dans les étangs communautaires. Toutes ces activités sont planifiées au plus près des besoins de chacun et soutenues par du micro-crédit.

Disposer d'un éventail d'activités permet aux biovillageois d'accroître leur revenu mensuel, qui atteint en moyenne 23 dollars par tête. L'éducation et la formation, l'organisation sociale et la commercialisation orientée vers le soutien au producteur sont des éléments cruciaux pour la réussite du programme. Des groupes d'entraide animent de petites banques communautaires, où le coût des transactions est faible et le taux de recouvrement des prêts élevé. Et surtout, les biovillages sont fondés sur l'inclusion et non sur l'exclusion. Les hommes et les femmes qui deviennent formateurs sont intégrés dans un «corps de professionnels ruraux». La plupart d'entre eux, soit une centaine de personnes, sont analphabètes ou à moitié illettrés. Pourtant, ce sont eux les principaux acteurs du mouvement. Ils prouvent que les pauvres peuvent maîtriser des nouvelles technologies, dès lors qu'on leur donne une chance d'apprendre en pratiquant.

### **Pro-nature, pro-pauvres et pro-femmes**

Comment le mouvement peut-il s'étendre ? Avec l'aide de l'administration de Pondichéry, nous pouvons convertir les 270 villages du territoire en biovillages. Ce projet coûtera 15 millions de dollars, dont l'essentiel viendra des programmes de lutte contre la pauvreté et, peut-être, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA). Sur le terrain, la mise en place de petites institutions a accéléré le rythme du changement. Un Conseil des biovillages, comprenant un homme et une femme de chaque village, se charge de la stratégie. Un biocentre dispense l'information et la formation nécessaires. Enfin, un centre de documentation rural disposant d'une connexion Internet informe les familles sur les questions de santé et d'éducation ainsi que sur les problèmes juridiques, les éco-technologies et la commercialisation des produits.

Le concept de biovillage contribue à combler quatre grands fossés: le démographique, l'économique, le technologique et le numérique. Il encourage l'harmonie avec la nature et entre les êtres humains. Il est fondé sur les éco-technologies, favorables à l'environnement, économiquement viables et socialement équitables. Dans l'agriculture, la révolution est toujours d'actualité. Et elle peut être verte car les dommages écologiques et sociaux ne sont pas une fatalité. On dispose de tout un éventail de choix technologiques. Et si le concept de biovillage repose sur quelques principes de base (comme l'orientation «pro-nature, pro-pauvres et pro-femmes»), les activités sont planifiées par les villageois assistés de professionnels. Des sortes de collèges virtuels réunissent ainsi ingénieurs agronomes et familles paysannes. Par ailleurs, le modèle commence à faire des émules dans d'autres régions d'Inde et même à l'étranger, grâce au réseau asiatique d'éco-technologie de l'UNESCO. Dans les villages, de nouveaux leaders veillent également à la survie et à l'expansion du mouvement et des communautés qui le portent.

